



GROUPE COLABOR INC.
RAPPORT DE GESTION

Premier trimestre de 2021

Période de 12 semaines close le 20 mars 2021

TABLE DES MATIÈRES

1. Portée du rapport de gestion et avis aux investisseurs	<u>3</u>
2. À propos de Colabor	<u>4</u>
2.1 Développements d'entreprise de 2021	<u>4</u>
2.2 Stratégies de développement et perspectives d'avenir	<u>5</u>
2.3 Indicateurs de performance financière clés	<u>6</u>
3. Résultats d'exploitation et financiers	<u>7</u>
3.1 Résultats d'exploitation	<u>7</u>
3.1.1 Ventes sectorielles	<u>7</u>
3.1.2 Charges opérationnelles	<u>8</u>
3.1.3 BAIIA ajusté	<u>9</u>
3.1.4 Frais non liés aux opérations courantes	<u>10</u>
3.1.5 Amortissements	<u>10</u>
3.1.6 Charges financières	<u>10</u>
3.1.7 Impôts sur le résultat	<u>10</u>
3.1.8 Résultat net	<u>11</u>
3.2 Situation financière	<u>12</u>
3.3 Autres variations importantes de la situation financière	<u>13</u>
3.4 Données liées aux actions en circulation	<u>14</u>
3.5 Flux de trésorerie	<u>14</u>
3.6 Ressources en capital	<u>15</u>
4. Activités abandonnées	<u>15</u>
5. Résumé des derniers trimestres	<u>17</u>
6. Mesures de performance non conformes aux IFRS	<u>18</u>
7. Transactions entre parties liées	<u>19</u>
8. Transactions hors bilan	<u>19</u>
9. Éventualité	<u>20</u>
10. Risques et incertitudes	<u>20</u>
11. Estimations et jugements significatifs	<u>20</u>
12. Contrôles et procédures à l'égard de l'information financière	<u>20</u>
13. Instruments financiers	<u>21</u>
14. Événements postérieurs à la date de clôture	<u>22</u>

1. Portée du rapport de gestion et avis aux investisseurs

Ce rapport de gestion de Groupe Colabor Inc. (la « Société » ou « Colabor ») porte sur le résultat net, le résultat global, la situation financière et les flux de trésorerie du premier trimestre clos le 20 mars 2021, dont les chiffres ne sont pas audités. Il devrait être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et leurs notes annexes pour cette période, ainsi qu'avec les états financiers consolidés audités du 26 décembre 2020 et leurs notes ainsi qu'avec le rapport de gestion annuel y afférent. Ces états financiers sont libellés en dollars canadiens et ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Ces états financiers peuvent être consultés à www.sedar.com et à www.colabor.com.

Énoncés de nature prospective

Le présent rapport de gestion contient des énoncés qui pourraient être de nature prospective au sens des lois sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs représentent de l'information ayant trait aux perspectives et aux événements, aux affaires, aux activités, à la performance financière, à la situation financière ou aux résultats anticipés de Colabor et, dans certains cas, peuvent être introduits par des termes comme « pourrait », « sera », « devrait », « s'attendre », « planifier », « anticiper », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « prédire », « potentiel », « continuer », « prévoir », « assurer » ou d'autres expressions de même nature à l'égard de sujets qui ne constituent pas des faits historiques. De manière plus précise, les énoncés concernant les projections financières, les résultats d'exploitation et la performance économique futurs de la Société, ainsi que ses objectifs et stratégies, représentent des énoncés prospectifs. Ces énoncés sont fondés sur certains facteurs et hypothèses, y compris en ce qui a trait à la croissance prévue, aux résultats d'exploitation, au rendement ainsi qu'aux perspectives et aux occasions d'affaires que Colabor juge raisonnables au moment de les formuler. Se reporter plus particulièrement à la rubrique 2.2 Stratégies de développement et perspectives d'avenir du présent rapport de gestion. Bien que la direction les considère comme raisonnables en fonction de l'information dont elle dispose au moment de les formuler, ces hypothèses pourraient se révéler inexactes. Les énoncés prospectifs sont aussi assujettis à certains facteurs, y compris les risques et incertitudes, qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des prévisions actuelles de Colabor. Pour de plus amples renseignements sur ces risques et incertitudes, la Société invite le lecteur à se reporter à la rubrique 10 Risques et incertitudes du présent rapport de gestion de la Société. Ces facteurs n'ont pas pour objet de représenter une liste complète des facteurs qui pourraient avoir une incidence sur Colabor, et les événements et résultats futurs pourraient être bien différents de ce que la direction prévoit actuellement. La Société invite le lecteur à ne pas s'appuyer outre mesure sur les renseignements de nature prospective figurant dans le présent rapport de gestion, renseignements qui représentent les attentes de Colabor à la date du présent rapport de gestion (ou à la date à laquelle elles sont censées avoir été formulées), lesquels pourraient changer après cette date. Bien que la direction puisse décider de le faire, rien n'oblige la Société (et elle rejette expressément une telle obligation) à mettre à jour ni à modifier ces renseignements de nature prospective à tout moment, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs, sauf si la loi l'exige.

Saisonnalité

Un exercice financier standard de Colabor est composé de treize périodes de quatre semaines chacune; les trois premiers trimestres sont chacun composés de trois périodes et le dernier trimestre, de quatre. L'exercice financier se termine le dernier samedi de décembre.

Ainsi, les ventes et le résultat net de la Société sont proportionnellement moins élevés aux premier, deuxième et troisième trimestres et plus élevés au quatrième trimestre puisque celui-ci compte en général 33 % plus de périodes d'opération que les autres trimestres de l'exercice. De plus, il est à noter que les ventes de la Société sont saisonnières. Ainsi, le volume des ventes du premier trimestre est normalement moins élevé en comparaison aux autres trimestres. Voir la rubrique 2.1 Développements d'entreprise de 2021 pour les impacts liés à la pandémie de la Covid-19 (« pandémie »).

Finalement, le fonds de roulement évolue généralement au cours de l'exercice financier en raison de la nature saisonnière des activités, principalement au printemps et à l'été ainsi que durant les périodes de Fêtes (c.-à.-d. Noël et Pâques). Afin de répondre à la demande saisonnière accrue, les besoins en stocks augmentent ainsi que les clients et autres débiteurs. La facilité de crédit est utilisée au besoin pour supporter la fluctuation de cette activité saisonnière.

Les actions de Groupe Colabor Inc. se négocient à la Bourse de Toronto sous le symbole « GCL ».

Le lecteur trouvera d'autres informations concernant la Société sur SEDAR à www.sedar.com et sur le site Web de Colabor à www.colabor.com. L'information sur le site Web de la Société n'est pas intégrée par renvoi au présent rapport de gestion.

2. À propos de Colabor

2.1 Développements d'entreprise de 2021

Au cours de la période de 12 semaines close le 20 mars 2021, les événements suivants ont eu un impact sur le développement général et les opérations de la Société ou témoignent de l'évolution du plan d'optimisation et de croissance de Colabor.

Refinancement

Le 18 février 2021, la Société a conclu une nouvelle facilité de crédit garantie de premier rang d'un montant total de 80,0 millions \$ comprenant un crédit rotatif de 50,0 millions \$, dont 5,0 millions \$ en marge de crédit d'exploitation et un prêt à terme de 30,0 millions \$. La facilité porte intérêt au coût des fonds majorés de 1,75 % à 3,25 % selon les ratios de levier financier de la Société et vient à échéance en février 2025. La facilité est garantie par ses actifs et ceux de certaines de ses filiales et prévoit des limites quant aux opérations et aux activités, particulièrement en ce qui a trait aux investissements autorisés ainsi qu'à certains ratios financiers surtout liés au BAIIA ajusté⁽¹⁾ consolidé, aux charges financières et à la dette totale. Le prêt à terme est remboursable d'un montant de 3,0 millions \$ par année.

Le 18 février 2021, la Société a aussi conclu une entente pour une nouvelle dette subordonnée d'un montant de 20,0 millions \$, dont 15,0 millions \$ qui ont été déboursés à la signature de l'entente et un solde de 5,0 millions \$ qui est disponible jusqu'en février 2022 au gré de la Société. La dette subordonnée porte intérêt au taux de 7,25 % à 8,25 % selon les ratios de levier financier de la Société et vient à échéance en février 2026.

Ce refinancement a servi à rembourser le solde de 12,0 millions \$ de la dette subordonnée au 26 décembre 2020 et au rachat des débetures convertibles et permettra également à la Société de répondre aux besoins potentiels de liquidités supplémentaires résultant des projets d'investissements futurs.

Rachat des débetures convertibles

En date du 18 février 2021, la Société a annoncé son intention de procéder au rachat anticipé de la totalité des débetures convertibles émises et en circulation.

Conformément aux modalités des débetures convertibles qui donnaient le droit aux porteurs de convertir en actions ordinaires 273 600 actions ordinaires ont été émises au prix de 2,50 \$ pour un montant total de 0,7 million \$. Le 23 mars 2021, la Société a complété le rachat de la totalité des débetures convertibles en circulation d'un capital global du principal impayé de 49,3 millions \$ qui a été racheté au prix de 1 000 \$ par débenture, plus l'intérêt couru et impayé jusqu'au, mais en excluant le 23 mars 2021.

Les débetures convertibles qui étaient inscrites à la cote de la bourse de Toronto sous le symbole GCL.DB.A ont été retirées de la cote de la bourse le 23 mars 2021.

⁽¹⁾ Le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures non-conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Nomination à l'équipe de direction

Le 28 avril 2021, la Société a annoncé la nomination de M. Pierre Blanchette au poste de premier vice-président et chef de la direction financière, poste qu'il occupera à partir du 25 mai 2021. M. Blanchette est un haut dirigeant avec plus de 25 ans d'expérience dans le domaine de la finance corporative. Avant de se joindre à Colabor, il a travaillé, entre autres, au sein de Fiera Capital Corporation, une société de gestion de placements indépendante de premier plan où il a occupé différents postes, tel que Vice-président principal, trésorerie et impôts, Vice-président exécutif, finances, division US et Vice-président principal, finances.

Mise à jour relative aux répercussions de la pandémie de Covid-19 sur les activités et résultats

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la Santé a qualifié le virus Covid-19 de pandémie mondiale. Depuis cette date, les gouvernements mettent en œuvre diverses mesures d'urgence pour freiner la propagation du virus en fonction de l'évolution de la situation pandémique tels que la fermeture des services non essentiels et des salles à manger des restaurants ainsi que le confinement des citoyens. Cette pandémie continue à avoir une incidence sur la demande des clients impactant à la baisse les ventes suite à la fermeture des salles à manger au cours du trimestre et pourrait avoir une incidence défavorable sur les activités des prochains trimestres.

La Société a continué au cours du premier trimestre de 2021 d'obtenir la subvention salariale d'urgence du Canada (« SSUC ») et de la nouvelle subvention d'urgence du Canada pour le loyer (« SUCL ») aidant à Colabor à faire face aux défis que pose la pandémie. À l'heure actuelle, ces subventions seraient disponibles jusqu'en septembre 2021.

La Société n'est pas en mesure à l'heure actuelle d'estimer de façon fiable les effets de la pandémie sur ses résultats financiers futurs, étant donné les incertitudes qui demeurent quant à la durée de la pandémie et des mesures évolutives prises par les gouvernements. Bien que la pandémie continuera d'avoir des répercussions sur les ventes et sur le BAIIA ajusté⁽¹⁾ dans les prochains mois, compte tenu des mesures sanitaires exigées par la santé publique, Colabor ne s'attend pas à une incidence négative importante sur ses liquidités disponibles. Tel qu'indiqué précédemment, la Société a signé des nouvelles ententes de crédit en février 2021 qui, combinées aux flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles, permettront à Colabor de poursuivre son plan stratégique. Nos équipes continuent d'être proactives afin de saisir les opportunités qui pourraient se présenter.

2.2 Stratégies de développement et perspectives d'avenir

Colabor a pour principaux objectifs financiers d'accroître sa rentabilité et conséquemment de créer de la valeur pour ses actionnaires. En 2021, le plan stratégique afin d'atteindre ses objectifs se définit dans la continuité de 2020 et s'articule sur les piliers suivants :

1. Accroître les activités de Distribution au Québec
 - Améliorer la part du portefeuille existant de la clientèle et l'étendue des territoires au Québec par croissance organique ou acquisitions;
 - Repositionner ses marques privées; et
 - Améliorer la gestion des catégories (protéines, fruits et légumes).
2. Optimiser les processus
 - Standardiser et améliorer les processus de gestion interne afin de réduire les coûts des unités d'affaires.
3. Prioriser l'engagement des employés
 - Poursuivre le déploiement de la nouvelle plateforme intégrée de gestion des ressources humaines; et
 - Déploiement d'un protocole de retour sur les lieux de travail.

⁽¹⁾ Le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures non-conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Évolution du plan 2021

Au cours du premier trimestre 2021, la Société a continué de gérer les impacts de la pandémie sur ses activités par le maintien d'une structure de coûts adaptée et la gestion optimale des flux de trésorerie. La Société adapte de façon continue les mesures pour faire face à la pandémie afin de suivre l'évolution de celle-ci. La clôture des nouvelles ententes de crédit au cours du premier trimestre de 2021, tel que décrit précédemment, s'inscrit dans notre objectif premier qui est d'accroître la rentabilité de la Société et permettra à celle-ci d'avoir les liquidités disponibles afin de mettre en œuvre le plan stratégique 2021 lorsque les conditions le permettront.

2.3 Indicateurs de performance financière clés

Indicateurs de performance (en milliers de \$, sauf le ratio d'endettement)	12 semaines	
	2021	2020
	\$	\$
Résultats et flux de trésorerie		
Ventes liées aux activités poursuivies	85 635	111 613
Résultat net lié aux activités poursuivies	(1 011)	(1 871)
BAIIA ajusté ⁽¹⁾	3 848	3 698
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	5 376	5 613
Situation financière		
	Au 20 mars	Au 26 décembre
	2021	2020
Fonds de roulement ⁽²⁾	29 856	31 163
Ratio d'endettement ⁽³⁾	1.7x	1.8x
Dettes nettes ⁽⁴⁾	50 530	52 100

⁽¹⁾ Mesure non conforme aux IFRS. Se référer au tableau du rapprochement du résultat net au BAIIA ajusté et à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS du rapport de gestion. Le BAIIA ajusté correspond au résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes, l'amortissement ainsi que les charges relatives au régime de rémunération à base d'actions.

⁽²⁾ Le fonds de roulement est un indicateur de la capacité de la Société à couvrir ses passifs à court terme au moyen de ses actifs à court terme, voir rubrique 3.2 Situation financière pour le détail du calcul. Le fonds de roulement exclut la portion court terme des débentures convertibles. Se référer à la rubrique 14 Événements postérieurs à la date de clôture.

⁽³⁾ Le ratio d'endettement est un indicateur de la capacité de la Société à s'acquitter de sa dette à long terme. Il est défini comme le ratio de la dette nette / BAIIA ajusté des 12 derniers mois. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS du rapport de gestion.

⁽⁴⁾ Mesure non conforme aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS du rapport de gestion. La dette nette correspond à l'endettement bancaire, la portion à court terme de la dette à long terme, la dette à long terme et les débentures convertibles net de l'encaisse.

Faits saillants du premier trimestre

- Les ventes consolidées se sont chiffrées à 85,6 millions \$, en baisse de 23,3 %, comparativement à la même période de l'exercice précédent résultant principalement de la fin d'un contrat dans les activités de Distribution spécialisée et des effets de la pandémie.
- Le résultat net des activités poursuivies s'est établi à (1,0) million \$, en hausse de 0,9 million \$ comparativement à un résultat net de (1,9) million \$ lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent, résultant essentiellement d'une diminution des frais non liés aux opérations courantes.
- Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ provenant des activités poursuivies a atteint 3,8 millions \$ ou 4,5 % des ventes des activités poursuivies comparativement à 3,7 millions \$ ou 3,3 % des ventes des activités poursuivies, une hausse de 4,1 %. Cette amélioration en pourcentage provient principalement de l'obtention des subventions d'un montant de 1,3 million \$ et le déploiement des mesures d'optimisation au cours de 2020, mitigée par l'impact de la baisse des ventes reliées à la pandémie.

- La diminution de la dette nette⁽⁴⁾ qui se chiffre à 50,5 millions \$ au 20 mars 2021 comparativement à 52,1 millions \$ à la fin de l'exercice 2020 entraîne un effet favorable sur le ratio d'endettement⁽³⁾ qui se chiffre à 1.7x, une amélioration par rapport à 1.8x à la fin de l'exercice 2020.
- Au 20 mars 2021 le fonds de roulement⁽²⁾ de la Société s'est chiffré à 29,9 millions \$, en baisse par rapport à 31,2 millions \$ à la fin de l'exercice précédent. Cette variation s'explique par la baisse des ventes au cours du premier trimestre expliqué par la pandémie et par l'effet de saisonnalité.

3. Résultats d'exploitation et financiers

3.1 Résultats d'exploitation

Sommaire des résultats d'exploitation du premier trimestre pour les 12 semaines

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	12 semaines		Écart %
	2021 \$	2020 \$	
Ventes	85 635	111 613	(23,3)
Coût des marchandises vendues	71 266	93 308	(23,6)
Charges d'exploitation	10 521	14 607	(28,0)
Charges opérationnelles	81 787	107 915	(24,2)
BAIIA ajusté⁽¹⁾	3 848	3 698	4,1
Marge du BAIIA ajusté⁽¹⁾	4,5 %	3,3 %	

⁽¹⁾ Le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS. La marge du BAIIA ajusté est calculée de la façon suivante : BAIIA ajusté divisé par les ventes de la période correspondante.

3.1.1 Ventes sectorielles

Ventes consolidées du premier trimestre pour les 12 semaines

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	12 semaines		Écart %
	2021 \$	2020 \$	
Secteur Distribution	57 252	80 678	(29,0)
Secteur Grossiste	36 509	39 764	(8,2)
Éliminations intersectorielles et autres	(8 126)	(8 829)	8,0
Ventes	85 635	111 613	(23,3)

Les ventes consolidées du premier trimestre de 2021 étaient de 85,6 millions \$ comparativement à 111,6 millions \$ lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une diminution de 23,3 %. La pandémie a eu des impacts sur les 12 semaines du trimestre 2021 comparativement à deux semaines lors du trimestre de l'exercice précédent.

- La baisse des ventes du secteur Distribution de 29,0 % s'explique par un montant de 8,6 millions \$ lié à la fin d'un contrat provenant de la Distribution spécialisée au cours du trimestre 2020, ainsi qu'à la baisse du volume reliée à la pandémie pour la clientèle de la restauration et chaînes, compensées en partie par l'augmentation du volume provenant de notre clientèle de détails.

- Les ventes du secteur Grossiste ont diminué de 8,2 % et s'explique par une baisse de volume reliée à la pandémie et par une baisse des ventes intersectorielles mitigée en partie par la croissance de certains clients moins touchés par les effets de la pandémie et par de nouveaux clients.
- Les éliminations intersectorielles et autres ont diminué de 0,7 million \$ ou 8,0 % qui s'expliquent essentiellement par la diminution du volume de la Distribution tel que décrit ci-dessus.

3.1.2 Charges opérationnelles

Charges opérationnelles du premier trimestre pour les 12 semaines

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	12 semaines		Écart %
	2021 \$	2020 \$	
Secteur Distribution	55 139	78 634	(29,9)
Secteur Grossiste	33 080	36 114	(8,4)
Éliminations intersectorielles et autres	(6 432)	(6 833)	5,9
Charges opérationnelles⁽¹⁾	81 787	107 915	(24,2)

⁽¹⁾ Charges opérationnelles excluant les frais non liés aux opérations courantes, l'amortissement ainsi que les charges relatives au régime de rémunération à base d'actions.

Les charges opérationnelles consolidées du premier trimestre de 2021 étaient de 81,8 millions \$ comparativement à 107,9 millions \$ lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une diminution de 24,2 %, en lien avec la baisse des coûts des marchandises vendues reliée à la diminution des ventes, une diminution des charges salariales et autres dépenses provenant des mesures prises dans le cadre de la pandémie et l'obtention des subventions.

- Les charges opérationnelles du secteur Distribution ont diminué de 29,9 % provenant essentiellement de la baisse des coûts de marchandises vendues reliée à la diminution des ventes et la fin d'un contrat provenant de la Distribution spécialisée, ainsi qu'une diminution des charges salariales et autres dépenses provenant des mesures prises dans le cadre de la pandémie et par les subventions d'un montant de 1,0 million \$ acquises au cours du premier trimestre de 2021.
- Les charges opérationnelles du secteur Grossiste ont diminué de 8,4 % en lien avec la baisse des coûts de marchandises vendues reliée à la diminution des ventes, une diminution des charges d'exploitation provenant des mesures prises dans le cadre de la pandémie et par les subventions d'un montant de 0,2 million \$ acquises au cours du premier trimestre de 2021.
- Les éliminations intersectorielles et autres ont diminué de 5,9 % provenant principalement de la diminution des ventes intersectorielles tel qu'expliqué précédemment et par les subventions d'un montant de 0,1 million \$ acquises au cours du premier trimestre de 2021.

3.1.3 BAIIA ajusté

BAIIA ajusté du premier trimestre pour les 12 semaines

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	12 semaines		Écart %
	2021 \$	2020 \$	
Secteur Distribution	2 113	2 044	3,4
Secteur Grossiste	3 429	3 650	(6,1)
Éliminations intersectorielles et autres	(1 694)	(1 996)	15,1
BAIIA ajusté⁽¹⁾	3 848	3 698	4,1
Marge du BAIIA ajusté⁽¹⁾	4,5 %	3,3 %	

⁽¹⁾ Le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS. La marge du BAIIA ajusté est calculée de la façon suivante : BAIIA ajusté divisé par les ventes de la période correspondante.

Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ du premier trimestre de 2021 était de 3,8 millions \$ comparativement à 3,7 millions \$ lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une augmentation de 4,1 % et en pourcentage des ventes, les marges du BAIIA ajusté⁽¹⁾ ont atteint 4,5 % par rapport à 3,3 % lors de la période correspondante de 2020. Ces variations s'expliquent essentiellement par le déploiement de mesures d'optimisation des opérations au cours de l'exercice 2020, la diminution des charges salariales provenant des mesures prises dans le cadre de la pandémie et les subventions de 1,3 million \$ acquises, mitigée par la baisse des ventes reliée à la pandémie :

- Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ du secteur Distribution a augmenté de 0,1 million \$ ou 3,4 %. En pourcentage des ventes, la marge du BAIIA ajusté s'est améliorée et s'établit à 3,7 % comparativement à 2,5 % en 2020 provenant du déploiement de mesures d'optimisation, la diminution des charges salariales et autres dépenses provenant des mesures prises dans le cadre de la pandémie et des subventions d'un montant de 1,0 million \$, mitigée par la baisse des ventes reliées à la pandémie.
- Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ du secteur Grossiste a diminué de 0,2 million \$, ou 6,1 % et s'explique essentiellement par une diminution des ventes de 8,2 % tel qu'expliqué précédemment, mitigé par la diminution des charges salariales provenant des mesures prises dans le cadre de la pandémie et les subventions acquises au cours du premier trimestre de 2021.
- Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ provenant des éliminations intersectorielles et autres du premier trimestre 2021 a augmenté de 0,3 million \$ ou 15,1 % comparativement à celui du trimestre correspondant de 2020 et s'explique essentiellement par une diminution des frais corporatifs et les subventions acquises d'un montant de 0,1 million \$ au cours du premier trimestre de 2021.

3.1.4 Frais non liés aux opérations courantes

Frais non liés aux opérations courantes du premier trimestre pour les 12 semaines

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	12 semaines		
	2021	2020	Écart
	\$	\$	%
Primes de séparation	—	109	(100,0)
Provision pour mauvaises créances	—	290	(100,0)
Autres	91	681	(86,6)
Frais non liés aux opérations courantes	91	1 080	(91,6)

Les autres frais non liés aux opérations courantes représentent principalement des frais juridiques et autres charges en lien avec des activités non récurrentes.

La diminution des frais non liés aux opérations courantes au cours du premier trimestre 2021 comparativement à 2020 s'explique par la radiation de la valeur de l'option de Dubé & Loiselle inc. à la suite de la décision de la Société de ne pas l'exercer et par une provision additionnelle de mauvaises créances d'un montant de 0.3 million \$ lié aux conséquences de la pandémie suite à la fermeture temporaire de certains de nos clients principalement dans le domaine de la restauration.

3.1.5 Amortissements

Amortissements du premier trimestre pour les 12 semaines

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	12 semaines		
	2021	2020	Écart
	\$	\$	%
Amortissement des immobilisations corporelles	516	489	5,5
Amortissement des immobilisations incorporelles	965	1 394	(30,8)
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	1 779	1 661	7,1
Amortissements	3 260	3 544	(8,0)

Pour le premier trimestre 2021, la charge d'amortissements est en baisse de 8,0 %, comparativement au trimestre correspondant de 2020, principalement expliqué par la fin de l'amortissement de certaines immobilisations incorporelles.

3.1.6 Charges financières

Les charges financières du premier trimestre de 2021 et 2020 sont similaires et se chiffrent à 1,7 million \$.

3.1.7 Impôts sur le résultat

Aux premiers trimestres de 2021 et 2020, le recouvrement d'impôts était de 0,3 million \$ et 0,9 million \$, respectivement. La variation provient essentiellement de la hausse du résultat avant impôts.

⁽¹⁾ Le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures non-conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

3.1.8 Résultat net

Résultat net du premier trimestre pour les 12 semaines

(en milliers de dollars, sauf le résultat net par action et les pourcentages)

	12 semaines		Écart %
	2021 \$	2020 \$	
Résultat net lié aux activités poursuivies	(1 011)	(1 871)	(46,0)
Résultat net lié aux activités abandonnées	(16)	(6 459)	(99,8)
Résultat net	(1 027)	(8 330)	(87,7)
Résultat net par action de base et dilué lié aux activités poursuivies	(0,01)	(0,02)	(50,0)
Résultat net par action de base et dilué lié aux activités abandonnées	—	(0,06)	(100,0)
Résultat net par action de base et dilué	(0,01)	(0,08)	(87,5)

Le résultat net lié aux activités poursuivies du premier trimestre de 2021 était de (1,0) million \$ ou (0,01) \$ par action, en hausse par rapport à (1,9) million \$ ou (0,02) \$ par action, lors de la période correspondante de l'exercice précédent. La variation s'explique par la hausse du BAIIA ajusté⁽¹⁾ tel qu'expliqué précédemment, la baisse de la charge d'amortissement, la baisse des frais non liés aux opérations courantes, mitigée par la diminution du recouvrement d'impôts. Le résultat net du premier trimestre est de (1,0) million \$, ou (0,01) \$ par action, en hausse de 7,3 millions \$ par rapport à (8,3) millions \$, ou (0,08) \$ par action, lors de la période correspondante de 2020. La variation s'explique par les éléments ci-haut mentionnés et par l'augmentation de 6,5 millions \$ du résultat net lié aux activités abandonnées telle qu'expliquée à la rubrique 4 Activités abandonnées. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période est de 101 659 664 comparativement à 101 639 418 lors de la période correspondante de 2020.

⁽¹⁾ Le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures non-conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

3.2 Situation financière

Le tableau qui suit présente les principaux éléments des actifs et passifs courants consolidés qui composent le fonds de roulement⁽²⁾ de la société.

(en milliers de dollars)

	Au 20 mars 2021 \$	Au 26 décembre 2020 \$	Écart \$
Actifs courants			
Clients et autres débiteurs	33 004	34 416	(1 412)
Stocks	33 511	35 266	(1 755)
Actifs courants	66 515	69 682	(3 167)
Passifs courants			
Fournisseurs et autres créditeurs	36 659	38 519	(1 860)
Fonds de roulement⁽²⁾	29 856	31 163	(1 307)

Au 20 mars 2021, le fonds de roulement⁽²⁾ de la Société s'est chiffré à 29,9 millions \$, en baisse de 1,3 million \$ par rapport à la fin de l'exercice. La réduction s'explique de la façon suivante :

Clients et autres débiteurs

Le solde des clients et autres débiteurs est en baisse de 1,4 million \$ par rapport au 26 décembre 2020, provenant de la baisse des ventes au cours du premier trimestre expliqué par la pandémie, par l'effet de saisonnalité et l'amélioration de nos délais de recouvrement.

Stocks

Le solde des stocks est en baisse de 1,8 million \$ par rapport au 26 décembre 2020. Cette réduction provient de la baisse du niveau d'inventaire relié à une demande moindre causée par la pandémie et par l'effet de la saisonnalité.

Fournisseurs et autres créditeurs

Le solde des fournisseurs et autres créditeurs est en baisse de 1,9 million \$ par rapport au 26 décembre 2020 provenant essentiellement de la baisse des stocks et par l'effet de la saisonnalité.

⁽²⁾ Le fonds de roulement est une mesure de performance non conforme aux IFRS. La Société calcule son fonds de roulement tel que décrit ci-dessus. Le fonds de roulement exclut la portion court terme des débetures convertibles. Voir rubrique 14 Événements postérieurs à la date de clôture. Voir la rubrique 1 Portée du rapport de gestion pour plus d'information sur la saisonnalité des ventes.

3.3 Autres variations importantes de la situation financière

Le tableau suivant présente les autres éléments importants de la situation financière de la Société au 20 mars 2021 et leurs écarts par rapport à l'exercice financier se terminant le 26 décembre 2020.

(en milliers de dollars)

	Au 20 mars 2021 \$	Au 26 décembre 2020 \$	Écart \$
Immobilisations corporelles	5 668	6 122	(454)
Immobilisations incorporelles	25 662	26 569	(907)
Actifs au titre de droits d'utilisation	36 671	38 450	(1 779)
Actifs d'impôts différés	6 591	6 351	240
Dettes à long terme	14 496	11 860	2 636
Obligations locatives	39 576	41 633	(2 057)
Débetures convertibles	49 197	49 812	(615)
Obligation au titre de la retraite	2 814	2 887	(73)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	88 252	88 567	(315)

Immobilisations corporelles

La réduction des immobilisations corporelles provient essentiellement de l'amortissement.

Immobilisations incorporelles

La réduction des immobilisations incorporelles provient essentiellement de l'amortissement.

Actifs au titre de droits d'utilisation

La réduction des actifs au titre de droits d'utilisation provient essentiellement de l'amortissement.

Actifs d'impôts différés

L'augmentation des actifs d'impôts différés provient essentiellement de la création d'attributs fiscaux au cours de la période.

Dettes à long terme

L'augmentation de la dette à long terme provient essentiellement de la nouvelle dette subordonnée, dont un montant de 15,0 millions \$ a été reçu à la signature de l'entente et qui a servi en partie à rembourser le solde de 12,0 millions \$ de la dette subordonnée existante au 26 décembre 2020.

Débetures convertibles

La diminution des débetures convertibles s'explique par les 267 600 actions ordinaires émises le 17 mars 2021 pour un montant total de 669 \$, conformément aux modalités des débetures convertibles qui donnaient le droit aux porteurs de convertir, avant la date de rachat annoncée du 23 mars 2021, leurs débetures convertibles à un prix de conversion de 2,50 \$ par action.

Obligations locatives

La diminution des obligations locatives provient essentiellement des paiements effectués au cours de la période pour les contrats de location.

Capitaux propres attribuables aux actionnaires

La diminution des capitaux propres attribuables aux actionnaires provient principalement du résultat net de l'exercice, mitigé par l'émission d'actions ordinaires émises tel que mentionné ci-haut.

3.4 Données liées aux actions en circulation

Le tableau suivant présente les données sur les actions et options de la Société au 29 avril 2021. Se reporter aux notes 8, 11 et 12 des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour obtenir de plus amples renseignements.

(en milliers de dollars, sauf le nombre d'actions et le nombre d'options)

	Nombre d'actions / options	Montant \$
Actions ordinaires		
Actions ordinaires participantes à droit de vote	101 954 885	257 008
Options sur les actions participantes à droit de vote		
Options en circulation	2 923 982	
Options pouvant être exercées	1 527 732	

3.5 Flux de trésorerie

Le tableau qui suit représente les flux de trésorerie consolidés du premier trimestre pour les 12 semaines.

(en milliers de dollars)

	12 semaines	
	2021 \$	2020 \$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	5 376	5 613
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(127)	(20)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(927)	(5 446)
Variation nette de la trésorerie et équivalent de trésorerie des activités poursuivies	4 322	147
Variation nette de la trésorerie et équivalent de trésorerie des activités abandonnées	(272)	7 279
Trésorerie et équivalent de trésorerie (endettement bancaire) au début	9 194	(5 435)
Trésorerie et équivalent de trésorerie à la fin	13 244	1 991

Activités opérationnelles

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ont atteint 5,4 millions \$ pour le premier trimestre de 2021, par rapport à 5,6 millions \$ pour le trimestre 2020. Cette baisse s'explique principalement par une utilisation supérieure du fonds de roulement⁽²⁾, mitigée par la hausse du BAIIA ajusté⁽¹⁾.

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement sont similaires pour les périodes de 12 semaines closes le 20 mars 2021 et 21 mars 2020.

Activités de financement

Les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement du premier trimestre de 2021 sont de (0,9) million \$, en baisse par rapport à (5,4) millions \$ pour la période correspondante en 2020. La variation provient principalement du remboursement de 12,0 millions \$ de la dette subordonnée existant au 26 décembre 2020, mitigée par la nouvelle dette subordonnée de 15,0 millions \$ en février 2021 comparativement au remboursement d'un montant de 2,0 millions \$ de la facilité de crédit lors de la période correspondante de 2020.

⁽¹⁾ Le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS. La marge du BAIIA ajusté est calculée de la façon suivante : BAIIA ajusté divisé par les ventes de la période correspondante.

⁽²⁾ Le fonds de roulement est un indicateur de la capacité de la Société à couvrir ses passifs à court terme au moyen de ses actifs à court terme, voir rubrique 3.2 Situation financière pour le détail du calcul.

3.6 Ressources en capital

Tel que mentionné à la rubrique 2.1 Développements d'entreprise de 2021, la Société a signé de nouvelles ententes de financement au cours du premier trimestre 2021.

Au 20 mars 2021, la facilité de crédit disponible est de 49,0 millions \$, en plus du prêt à terme de 30,0 millions \$ qui a été déboursé le 22 mars 2021 lors du rachat de la totalité des débentures en circulation. Se référer la rubrique 13 pour la gestion du risque de liquidité.

4. Activités abandonnées

Le 11 mai 2020, la Société a annoncé la clôture de la vente de la majorité des actifs de sa division Summit pour une somme de 9,5 millions \$ sujet à certains ajustements après la clôture ainsi qu'une contrepartie éventuelle en fonction du niveau de ventes au cours des 12 prochains mois. Une somme de 7,7 millions \$ a été reçue lors de la clôture de la transaction et un montant net de 0,4 million \$ a été reçu lors de la finalisation du fonds de roulement. Le montant résiduel sera reçu au cours des prochains mois lorsque les ajustements finaux seront connus. La vente comprend les activités des restaurants indépendants et en franchises, ainsi que certains actifs et employés de ventes. La fermeture du centre de distribution de Mississauga a eu lieu en juillet 2020. La Société a signé une entente de sous-location de ce centre pour la durée restante du bail, le 21 septembre 2020. La Société s'est également défaite de ses obligations liées aux ententes de location pour les centres de London et Ottawa en décembre 2020.

La Société a reclassé à titre d'activités abandonnées les résultats et les flux de trésorerie de la période courante et précédente de cette division, séparément des activités poursuivies de la Société.

Sommaire des résultats des activités abandonnées

Le résultat net des activités abandonnées se détaille comme suit :
(en milliers de dollars)

	12 semaines	
	2021	2020
	\$	\$
Ventes	—	59 391
Coût des marchandises vendues	—	53 763
Marge brute	—	5 628
Charges d'exploitation	—	7 444
Amortissements	—	638
Frais non liés aux opérations courantes	16	6 273
Pertes de valeur sur goodwill, immobilisations corporelles et incorporelles	—	—
Résultat opérationnel	(16)	(8 727)
Charges financières	—	199
Résultat avant impôts	(16)	(8 926)
Recouvrement d'impôts	—	(2 467)
Résultat net des activités abandonnées	(16)	(6 459)

La variation du résultat net s'explique par le fait que la vente de la majorité des actifs de Summit a eu lieu en mai 2020, et par conséquent, cette division était en opération au cours du premier trimestre 2020.

Sommaire des frais non liés aux opérations courantes

Les frais non liés aux opérations courantes relatifs aux activités abandonnées se répartissent comme suit :

(en milliers de dollars)

	12 semaines	
	2021	2020
	\$	\$
Primes de séparation	—	3 597
Provision pour baux déficitaires	—	1 096
Provision pour désuétude des stocks et mauvaises créances	—	240
Frais de fermeture et autres	16	1 340
Total	16	6 273

Les frais non liés aux opérations courantes pour 2020 résultent de la fermeture des centres de distribution situés à London et à Ottawa qui ont eu lieu en février et mars 2020, respectivement.

Sommaire des flux de trésorerie des activités abandonnées

(en milliers de dollars)

	12 semaines	
	2021	2020
	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(269)	7 037
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	—	(10)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(3)	252
Variation nette de la trésorerie et équivalent de trésorerie des activités abandonnées	(272)	7 279

La variation nette de la trésorerie des activités abandonnées du premier trimestre de 2021 est de (0,3) million \$, par rapport à 7,3 millions \$ lors de la période de l'exercice précédent. La variation du trimestre 2020 provenait essentiellement des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles dû à une utilisation inférieure du fonds de roulement à la suite de la cessation d'un commun accord du contrat d'approvisionnement entre Colabor et Recipe Unlimited (« Recipe ») qui a eu lieu de façon graduelle au cours du premier trimestre de 2020 et de la fermeture de deux entrepôts.

5. Résumé des derniers trimestres

Le tableau qui suit présente le résumé des résultats des huit derniers trimestres :

(en milliers de dollars, sauf les données par action)

	2021		2020		2019			
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
	(12 semaines) \$	(16 semaines) \$	(12 semaines) \$	(12 semaines) \$	(12 semaines) \$	(16 semaines) \$	(12 semaines) \$	(12 semaines) \$
Ventes⁽¹⁾	85 635	133 317	120 931	95 458	111 613	192 900	165 803	180 713
BAIIA ajusté⁽¹⁾	3 848	7 459	10 143	7 613	3 698	8 188	8 485	8 713
Frais non liés aux opérations courantes	91	344	(121)	508	1 080	703	—	178
Résultat net lié aux activités poursuivies⁽¹⁾	(1 011)	620	3 441	1 608	(1 871)	1 945	3 682	2 934
Résultat net lié aux activités abandonnées⁽¹⁾	(16)	191	(1 652)	(4 490)	(6 459)	(2 233)	(1 972)	6 105
Résultat net⁽¹⁾	(1 027)	811	1 789	(2 882)	(8 330)	(288)	1 710	9 039
Résultat net par action de base et dilué lié aux activités poursuivies	(0,01)	0,01	0,03	0,01	(0,02)	0,02	0,04	0,03
Résultat net par action de base et dilué	(0,01)	0,01	0,02	(0,03)	(0,08)	—	0,02	0,09

⁽¹⁾ Les ventes, le BAIIA ajusté et le résultat net ont été retraités pour reclasser les résultats de la division Viandes Décarie dont la vente s'est conclue en mai 2019 et les activités de l'Ontario à titre d'activités abandonnées. Se référer à la rubrique 4 Activités abandonnées.

Les ventes des huit derniers trimestres ont été touchées par divers facteurs, dont la non-reconduction de contrats moins profitables des activités Grossistes et de Distribution broadline au Québec à compter du quatrième trimestre 2019, par la fin d'un contrat dans la Distribution Spécialisée au cours du premier trimestre de 2020 et par la pandémie à compter du deuxième trimestre de l'exercice 2020. Le résultat net du premier trimestre de chaque exercice financier est généralement négativement impacté par son caractère saisonnier. Le résultat net du quatrième trimestre de 2019 ainsi que le premier trimestre 2020 ont été impactés négativement par les frais non liés aux opérations courantes. Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ à compter du premier trimestre 2020 inclut également l'impact de l'adoption de la norme IFRS 16.

6. Mesures de performance non conformes aux IFRS

L'information comprise dans ce rapport renferme également certains renseignements qui ne sont pas des mesures du rendement conformes aux IFRS. Ces mesures de performance ne doivent pas être considérées isolément ou comme substituts aux autres mesures de la performance calculées en conformité avec les IFRS, mais plutôt comme renseignements complémentaires. Ces mesures sont largement répandues dans les milieux financiers pour mesurer la rentabilité des opérations. Elles reflètent l'inclusion ou l'exclusion de certains montants qui sont considérés comme non représentatifs de la performance financière récurrente de la Société. Étant donné que ces notions ne sont pas définies par les IFRS, elles pourraient ne pas être comparables avec celles d'autres sociétés.

BAIIA ajusté

Il s'agit d'une mesure couramment utilisée par la direction, ainsi que par les investisseurs et analystes afin d'évaluer la performance d'une entité et la capacité à générer des flux de trésorerie sur la base de ses activités courantes. Le BAIIA ajusté correspond au résultat net duquel les éléments suivants sont ajoutés : la charge d'amortissements, les frais non liés aux opérations courantes, ainsi que les charges relatives aux régimes de rémunération à base d'actions, les charges financières et les impôts sur les résultats.

Rapprochement du résultat net au BAIIA ajusté

(en milliers de dollars)

	12 semaines	
	2021	2020
	\$	\$
Résultat net lié aux activités poursuivies	(1 011)	(1 871)
Recouvrement d'impôts	(251)	(850)
Charges financières	1 737	1 696
Résultat opérationnel	475	(1 025)
Charges relatives au régime de rémunération à base d'actions	22	99
Frais non liés aux opérations courantes	91	1 080
Amortissements	3 260	3 544
BAIIA ajusté	3 848	3 698

Dettes nettes

La dette nette correspond à l'endettement bancaire, la portion à court terme de la dette à long terme, la dette à long terme et les débetures convertibles, net de l'encaisse tel que présenté dans les états consolidés de la situation financière de Colabor.

Le tableau suivant présente le calcul de la dette nette :

(en milliers de dollars)

	Au 20 mars 2021 \$	Au 26 décembre 2020 \$
Encaisse	(13 801)	(9 712)
Dette à long terme	15 000	12 000
Débetures convertibles	49 331	49 812
Dette nette	50 530	52 100

Ratio d'endettement

Le ratio d'endettement correspond à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté provenant des activités poursuivies des 12 derniers mois. Se référer au tableau de la rubrique 5 Résumé des derniers trimestres.

7. Transactions entre parties liées

Les transactions entre parties liées de la Société sont constituées de ventes survenues avec Dubé & Loiselle Inc., une entité détenue par un administrateur de la Société. Les opérations ont été effectuées conformément aux différents contrats régissant les relations entre la Société et Dubé & Loiselle Inc., dans le cours normal des affaires.

Transactions avec Dubé & Loiselle inc., une entité détenue par un administrateur de la Société

(en milliers de dollars)

	12 semaines	
	2021	2020
	\$	\$
Ventes	3 185	4 628
Clients et autres débiteurs, nets des remises à payer	1 023	749

8. Transactions hors bilan

La Société n'a pas d'obligation relative à des transactions hors bilan, à l'exception de lettres de crédit bancaire de l'ordre de 1,0 million \$, soutenant la location d'un des centres de distribution de la Société.

9. Éventualité

Au cours du troisième trimestre de 2019, une poursuite de 7,7 millions \$ a été intentée par un client contre la Société alléguant un défaut aux termes de l'entente. La Société entend se défendre vigoureusement.

10. Risques et incertitudes

Les activités de la Société sont assujetties à plusieurs risques et incertitudes qui sont plus amplement décrits à sa notice annuelle datée du 26 février 2021 la « Notice » et accessible sur le site web SEDAR à www.sedar.com et sur le site web de la Société au www.colabor.com. Les risques qui sont décrits à la Notice sont incorporés dans le présent rapport de gestion par renvoi.

11. Estimations et jugements significatifs

La préparation des états financiers exige que la direction de la Société pose un certain nombre de jugements et des estimations quant à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges qui sont basé sur les faits et l'information obtenue dont dispose la direction. Compte tenu de la pandémie, la direction a révisé ses jugements et estimations dans le cadre de la préparation de ses états financiers consolidés résumés intermédiaires et conclu qu'il n'y a pas de changement significatif au 20 mars 2021 par rapport au 26 décembre 2020.

12. Contrôles et procédures à l'égard de l'information financière

La direction a conçu et évalué les contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF) et les contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière présentée par la Société est fiable et que les états financiers qu'elle diffuse dans le public sont préparés conformément aux IFRS.

Le président et chef de la direction ainsi que la contrôleur corporatif et chef de la direction financière par intérim ont évalué, au sens du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs, la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière en date du 20 mars 2021. À la lumière de cette évaluation, ils ont conclu que la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF et CPCI) est adéquate. Pour la période de 12 semaines close le 20 mars 2021, le président et chef de la direction ainsi que la contrôleur corporatif et chef de la direction financière par intérim ont aussi évalué qu'il n'y a eu aucune modification du processus de contrôle interne à l'égard de l'information financière, ni des contrôles et procédures de communication de l'information financière ayant une incidence importante ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes et procédures.

13. Instruments financiers

A) Juste valeur

La juste valeur de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des clients et autres débiteurs, des fournisseurs et autres créiteurs ainsi que des débiteures convertibles est comparable à la valeur comptable en raison des courtes échéances, donc la valeur temps de l'argent est non significative.

La valeur comptable et la juste valeur des autres instruments financiers dans les états consolidés de la situation financière se détaillent comme suit :

(en milliers de dollars)

	Au 20 mars 2021	Au 26 décembre 2020		
	Valeur comptable \$	Juste valeur \$	Valeur comptable \$	Juste valeur \$
Passifs financiers				
Non courants				
Dettes subordonnées	14 843	15 000	11 860	11 969
	14 843	15 000	11 860	11 969

La juste valeur de la dette subordonnée a été déterminée en actualisant les flux monétaires futurs au taux de 7,25 % (6,5 % au 26 décembre 2020), soit le taux en vigueur de la dette subordonnée.

Évaluation de la juste valeur

Lorsqu'elle évalue la juste valeur d'un actif ou d'un passif, la Société se base le plus possible sur des données observables du marché. Les justes valeurs sont présentées selon la hiérarchie des justes valeurs, qui regroupe trois niveaux selon l'importance des données utilisées dans l'évaluation de la juste valeur de ces éléments. Les trois niveaux de hiérarchie des évaluations à la juste valeur sont les suivants :

- Niveau 1 : prix cotés (non réajustés) sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques;
- Niveau 2 : données autres que les prix cotés visés au niveau 1, observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement;
- Niveau 3 : données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données du marché observables.

Au 20 mars 2021, la Société a classé l'évaluation de la juste valeur des passifs non courants présentés dans le tableau ci-dessus et des débiteures convertibles comme suit : débiteures convertibles (niveau 1) et dette subordonnée (niveau 2). Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux au cours de la période de 12 semaines close le 20 mars 2021.

B) Gestion des risques financiers

La Société est exposée à divers risques financiers qui résultent à la fois de ses opérations, de ses activités d'investissement et de ses activités de financement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Société et vise à protéger la Société contre les principaux risques financiers auxquels la Société est exposée ainsi que les politiques en matière de gestion des risques financiers sont détaillées ci-après. La Société ne conclut pas de contrats visant des instruments financiers, incluant des dérivés financiers, à des fins spéculatives.

Risque de taux d'intérêt

La facilité de crédit porte intérêt à un taux variable et expose donc la Société à un risque de flux de trésorerie découlant des variations des taux d'intérêt. Les autres actifs et passifs financiers de la Société ne présentent aucun risque de taux d'intérêt étant donné qu'ils ne portent pas intérêt à des taux variables. La Société gère son exposition au risque de taux d'intérêt en favorisant une répartition adéquate entre les passifs financiers à taux fixe et les passifs financiers à taux variable.

L'exposition de la Société à ce risque n'a subi aucun changement important depuis le 26 décembre 2020.

Risque de crédit

La valeur comptable des clients et autres débiteurs et des autres actifs aux états consolidés de la situation financière représente le montant maximal du risque de crédit auquel la Société est exposée.

Le risque de crédit de la Société provient principalement des comptes clients et autres actifs. Le risque de crédit lié aux comptes clients est diversifié. La Société exige un cautionnement ou une lettre de crédit bancaire pour certains de ses clients. Au 20 mars 2021, la Société détient des garanties pour environ 1,9 % de ses comptes clients (1,8 % au 26 décembre 2020). De plus, à la suite de la pandémie, les termes de paiement de certains clients ont été modifiés pour des paiements d'avance ou sur livraison afin de minimiser les risques de crédit.

La politique de la Société consiste à soumettre chaque client à une procédure de vérification de son crédit.

Risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et à s'assurer que la Société dispose de sources de financement sous la forme d'emprunts bancaires autorisés suffisants. La Société établit des prévisions budgétaires et prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations. Ces prévisions sont mises à jour sur une base régulière afin de prendre en compte les impacts de la pandémie qui évoluent rapidement. Selon nos prévisions mises à jour avec l'information dont la direction dispose actuellement, la Société s'attend à être en mesure de rencontrer ses obligations des 12 à 15 prochains mois par l'utilisation des flux de trésorerie futurs provenant des activités d'exploitation et des fonds disponibles sur la facilité de crédit en place.

Au 20 mars 2021, la Société respectait tous ses engagements bancaires.

14. Événements postérieurs à la date de clôture

Tel que mentionné précédemment à la rubrique 2.1 Développements d'entreprise de 2021, la Société a procédé au rachat de la totalité des débentures en circulation le 23 mars 2021.